

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je tiendrai la question pour préavis.

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'ÉTUDE D'UN REVENU MINIMUM GARANTI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Considérant les diverses déclarations des ministres et surtout l'annonce faite au cours de la fin de semaine par le président Johnson en vue d'instituer une commission chargée d'étudier diverses propositions pour l'établissement d'un revenu minimum garanti; étant donné aussi les problèmes qui surgiraient si les États-Unis adoptaient un tel programme avant le Canada, le premier ministre songe-t-il à instituer une commission semblable au Canada?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, notre gouvernement a étudié, de concert avec d'autres gouvernements, la question très importante d'un revenu annuel garanti pour tous. Mon honorable ami reconnaîtra que nous avons pris une première et très louable initiative en ce sens par la mesure législative adoptée il y a quelques semaines. Les aspects plus étendus de la question sont encore à l'étude et devront être examinés minutieusement avant que nous puissions instaurer un régime de revenu garanti dans notre pays.

LE PÉTROLE

LES STIMULANTS AUX EXPORTATIONS VERS LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Comme il est provisoirement absent, il pourrait la considérer comme préavis et y répondre à son retour à la Chambre plus tard ou demain. Compte tenu du rapport Levy intitulé *The Outlook for Canadian Crude Production and Markets* le ministre ou ses fonctionnaires ont-ils conféré récemment avec les représentants de l'industrie pétrolière sur les mesures à prendre pour accroître les débouchés du pétrole canadien aux États-Unis?

[M. Langlois (Mégantic).]

M. l'Orateur: Cette question me semble être d'intérêt bien général. A mon avis, elle ne peut être posée à l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une question urgente et importante, j'espère que le ministre pourra y répondre demain.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Vu la question posée par le député de Calgary-Nord, je voudrais demander au premier ministre s'il pourrait étudier la situation et décider si, en premier lieu, les objectifs pour l'exportation du pétrole brut seront réduits de 100,000 barils par jour et, en second lieu, si l'on songe à mettre au point, de concert avec des groupes d'hommes d'affaires aux États-Unis, une méthode augmenter l'exportation du pétrole brut qui a une importance vitale dans les échanges entre nos deux pays?

M. l'Orateur: Puis-je signaler au député que la seconde question est du même genre que la première. Le ministre voudra peut-être répondre aux deux en faisant un déclaration à l'appel des motions. Je doute, toutefois, que l'on puisse poser la question sous cette forme.

LES CÉRÉALES

QUÉBEC—VENTE POSSIBLE D'ÉLÉVATEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. La première partie en est simple. A-t-il reçu aujourd'hui un télégramme dans lequel le ministre de l'Agriculture du Québec demanderait que la vente des greniers-élévateurs de la province soit suspendue en attendant une rencontre avec lui.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je conclus de cette question que l'honorable représentant a lui-même reçu une communication semblable. J'en ai effectivement reçu une. Je n'ai pas eu le temps d'y répondre, puisqu'elle m'est parvenue juste avant que j'entre ici.

L'hon. M. Hamilton: Puis-je poser une question complémentaire? Le ministre répondra-t-il qu'il songera à une réunion non seulement avec le ministre de l'Agriculture du Québec, mais aussi avec les représentants de la Commission des grains et avec le ministre des Forêts et du Développement rural, responsable du programme touchant les grains de provende, afin que le problème puisse être